



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

**Direction Départementale  
de la Protection des Populations**

Annecy, le 10 octobre 2014

Pôle Administratif des Installations Classées

Réf : PAIC/ LB

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

**Arrêté n°2014283-0011**

**prescrivant la mise en sécurité de la décharge de la Frasse sur la commune de PASSY au Syndicat Intercommunal de Traitement des Ordures Ménagères (SITOM) des Vallées du Mont-Blanc**

VU le code de l'environnement, titre I<sup>er</sup> du livre V, notamment les articles R512-39-1 à R512-39-5 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de M. Georges-François LECLERC, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 4251 du 12 novembre 1974, complété le 18 juillet 1994, autorisant le Syndicat Intercommunal de la Moyenne Vallée de l'Arve, devenu depuis Syndicat Intercommunal de Traitement des Ordures Ménagères (SITOM) des Vallées du Mont-Blanc, à exploiter sur le territoire de la commune de Passy une décharge d'ordures ménagères préalablement broyées, dite « Décharge de la Frasse. » ;

VU les arrêtés préfectoraux n° 95-1424 et 95-1425 du 25 juillet 1995 prescrivant respectivement au SITOM des Vallées du Mont-Blanc, la réalisation d'une étude préparatoire à la réhabilitation de la décharge de la Frasse et la gestion des lixiviats dont elle est à l'origine,

VU le rapport du 9 avril 2014 relatif à la décharge de la Frasse, réalisé par la société INGEOS et intitulé « Remise en état de la décharge – Etat des lieux – Etudes d'avant projet sommaire. » ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 août 2014 ;

VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques réuni le 25 septembre 2014 ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de que le SITOM des Vallées du Mont-Blanc réalise des travaux de mise en sécurité à long terme de la décharge de la Frasse ;

**CONSIDERANT** qu'il convient que le SITOM des Vallées du Mont-Blanc s'assure de l'efficacité de ces travaux en surveillant les lixiviats de la décharge, la qualité des eaux souterraines du site ;

**CONSIDERANT** qu'il convient que le SITOM des Vallées du Mont-Blanc entretienne les aménagements qui auront été réalisés et interdise les occupations et usages des terrains incompatibles avec la pérennité des aménagements et les risques résiduels présentés par le site ;

**SUR PROPOSITION** de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 95-1425 du 25 juillet 1995 sont abrogées et remplacées par celles du présent arrêté dès le début des travaux objet de l'article 2.

Le Syndicat Intercommunal de traitement des Ordures Ménagères des Vallées du Mont-Blanc, ci-après dénommé « l'exploitant », réalisera la remise en état de la décharge d'ordures ménagères qu'il a exploité sur la commune de Passy, au lieu dit « la Frasse » conformément aux dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 – Modalités de remise en état**

La remise en état de la décharge située au lieu dit « La Frasse » sera réalisée conformément aux dispositions proposées dans l'avant-projet daté du 9 avril 2014 précité, établi par le bureau INGEOS (scénario 2 du document).

Elle consistera notamment dans :

- le reprofilage du dôme sommital de la décharge et de la zone mâchefers,
- le reprofilage des risbermes et de la cunette en pied de talus,
- le confinement par complexe géosynthétique bentonitique, d'une part, de la plate-forme sommitale ainsi que sa zone de transition avec la crête des talus et, d'autre part, de la zone mâchefers,
- les reprises de la couverture végétale sur les parties dégradées des talus au-dessus de la risberme supérieure,
- la remise en forme du réseau de collecte des eaux superficielles,
- l'aménagement paysager.

### **ARTICLE 3 : Echancier de réalisation**

Les travaux de remise en état du site devront être achevés avant fin 2015.

L'inspection des installations classées sera tenue informée, en tant que de besoin, de l'état d'avancement des opérations et un bilan de fin de travaux lui sera communiqué dès la fin du réaménagement du site.

#### **ARTICLE 4 : Surveillance des lixiviats et des eaux souterraines**

L'exploitant réalisera, à compter du début des travaux objet de l'article 2, une surveillance des lixiviats et des eaux souterraines de la décharge au moyen de campagnes d'analyses, dans les conditions définies en annexe 1. Les piézomètres de contrôle des eaux souterraines sont représentés sur le plan en annexe 2. Les paramètres sur lesquels porteront la surveillance des lixiviats et des eaux souterraines sont précisés en annexe 3.

Les analyses seront réalisées suivant les normes en vigueur.

Les forages précités seront réalisés dans les règles de l'art, conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

Si des écarts avec ces référentiels étaient identifiés, l'exploitant devrait les porter à la connaissance de l'inspection des installations classées, accompagnés de ses commentaires relatifs à l'évaluation de leur impact sur les résultats des mesures.

Dès qu'ils seront en possession de l'exploitant, les résultats de ces analyses seront communiqués à l'inspection des installations classées qui pourra demander la réalisation d'analyses complémentaires.

Au vu des résultats d'analyses obtenus dans le cadre de la surveillance des lixiviats et des eaux souterraines, la liste des paramètres analysés pourra être modifiée sur la base d'une proposition de l'exploitant accompagnée d'éléments justificatifs et après accord de l'inspection des installations classées. Le positionnement des piézomètres de surveillance des eaux souterraines pourra être modifié dans les mêmes conditions.

#### **ARTICLE 5 : Limites des rejets**

Les effluents rejetés au milieu naturel doivent au moins respecter les valeurs limites suivantes :

pH	Entre 5,5 et 9
Matières en suspension totale (MEST)	100 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	300 mg/l
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	100 mg/l
Azote global	30 mg/l
Phosphore total	10 mg/l
Phénols	0,3 mg/l
Cr	0,5 mg/l
Cr hexavalent et composés	0,1 mg/l

Cu	0,5 mg/l
Cd	0,2 mg/l
Mn	1 mg/l
Ni	0,5 mg/l
Pb	0,5 mg/l
Hg	0,05 mg/l
Zn	2 mg/l
As	0,05 mg/l
Fluor et composés	15 mg/l
CN libres	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
AOX	1 mg/l

Les lixiviats traités dans la station d'épuration urbaine doivent respecter les valeurs limites suivantes :

pH	Entre 5,5 et 8,5
Matières en suspension totale (MEST)	600 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	2000 mg/l
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	800 mg/l
Azote global	150 mg/l
Phosphore total	50 mg/l
Phénols	0,3 mg/l
Cr	0,5mg/l
Cr hexavalent et composés	0,1 mg/l
Cu	0,5 mg/l
Cd	0,2 mg/l
Mn	0,5 mg/l
Ni	0,5 mg/l
Pb et composés	0,5 mg/l
Hg	0,05 mg/l
Zn	2 mg/l
As	0,05 mg/l
Fluor et composés	15 mg/l
CN libres	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
AOX	1 mg/l

## **ARTICLE 6 : Gestion des effluents**

Le traitement des lixiviats est effectué dans la station d'épuration collective urbaine de Passy, exploitée aujourd'hui par le Syndicat Intercommunal de la Station d'Épuration (SISE). Le rejet et le traitement des lixiviats font l'objet d'une convention entre le SITOM des Vallées du Mont-Blanc et l'exploitant de la station d'épuration. Les débits mensuels de lixiviats rejetés au réseau d'assainissement sont déterminés tous les mois.

La convention précitée fixe les caractéristiques des lixiviats qui seront rejetés au réseau d'assainissement puis traités par la station d'épuration.

Les limites définies dans le second tableau de l'article 5 s'appliquent sans préjudice d'éventuelles exigences complémentaires de la convention.

## **ARTICLE 7 : Entretien du site**

A l'issue des travaux de remise en état du site objet de l'article 2, l'exploitant contrôlera et entretiendra régulièrement les aménagements réalisés. En particulier :

### *A une fréquence trimestrielle*

- il contrôlera visuellement l'état de la couverture et les éventuels tassements différentiels,
- il entretiendra les ouvrages de collecte et de détournement des eaux de ruissellement en surface de la décharge ou dans son environnement immédiat,

### *A une fréquence annuelle*

- il assurera l'entretien de la couverture végétale et supprimera notamment les essences à racines profondes susceptibles de dégrader la couverture,

### *Lors de chaque campagne de prélèvement des eaux souterraines*

- il veillera au bon état des piézomètres et au maintien des puits de drainage des biogaz.

Ces dispositions feront l'objet de procédures et de compte-rendus tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Si, dans le cadre des contrôles précités, des désordres mettant en cause l'efficacité des travaux de réaménagement étaient mis en évidence, l'exploitant devrait en avvertir l'inspection des installations classées et proposer simultanément des actions correctives accompagnées d'un échéancier.

## **ARTICLE 8 : Servitudes**

Le SITOM déposera sous une année après achèvement des travaux objet de l'article 2, un dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique, tel que prévu par l'article R 515-12 du code de l'environnement visant à garantir l'adéquation entre l'état du site après travaux de mise en sécurité et les usages futurs dont il fera l'objet. Les servitudes sollicitées porteront notamment sur :

- les dispositions nécessaires pour garantir dans le temps l'efficacité des aménagements de mise en sécurité du site et notamment la surveillance de la stabilité de la couverture mise en place ainsi que le curage régulier des fossés et du dispositif de traitement des eaux de ruissellement avant leur rejet au milieu naturel,
- la limitation des occupations du site à des activités compatibles, d'une part, avec son état et les risques chimiques et mécaniques qu'il présente, d'autre part, avec la pérennité des aménagements réalisés.

#### **ARTICLE 9 : Recours**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant. La présente décision pourra être déférée au tribunal administratif de Grenoble :

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois qui commence à courir à compter du jour où la présente décision lui aura été notifiée,
- par les tiers dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

#### **ARTICLE 10 : Execution et ampliations**

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au président du Syndicat Intercommunal de traitement des Ordures Ménagères des Vallées du Mont-Blanc, et dont une ampliation sera adressée au sous-préfet de BONNEVILLE et au maire de PASSY.

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

#### **POUR AMPLIATION**

La chef de pôle

Michèle ASSOUS



*signé*

Christophe NOEL DU PAYRAT



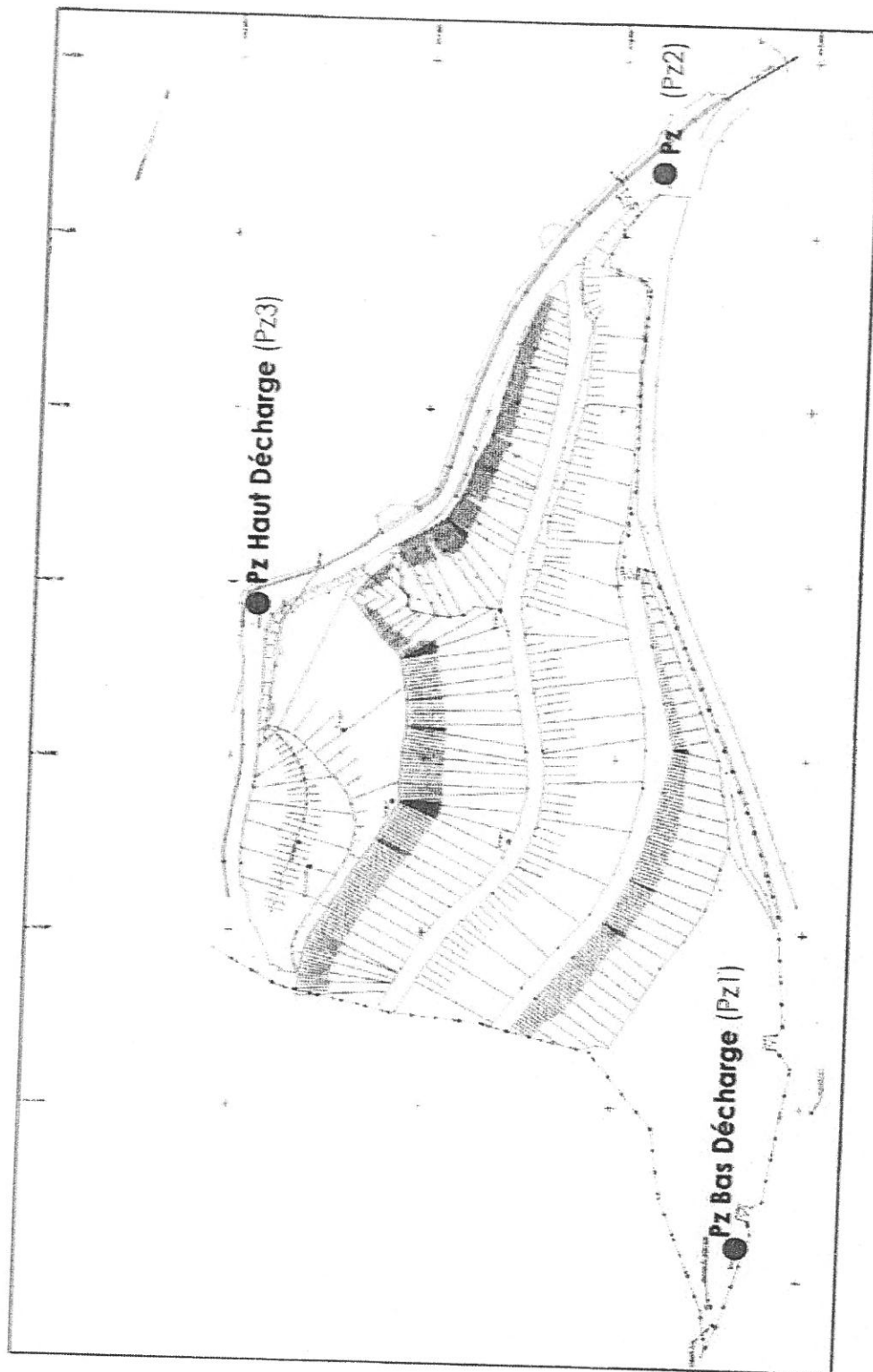
**ANNEXE 1 de l'arrêté préfectoral n° 2014 283 \_0011**

	<b>Lixiviats</b>	<b>Eaux souterraines</b>
<b>Pendant travaux</b>	<i>Analyses mensuelles</i> portant sur les paramètres de la liste 1 fixée en annexe 3.	<i>Analyses mensuelles</i> portant sur les paramètres de la liste 1 fixée en annexe 3.
<b>Après travaux</b>	<i>Une campagne</i> portant sur les paramètres de la liste 1 fixée en annexe 3.	<i>Une campagne</i> portant sur les paramètres de la liste 1 fixée en annexe 3.
<b>Pendant l'année qui suivra la fin des travaux</b>	<i>Analyses trimestrielles</i> portant sur les paramètres de la liste 2 ainsi que sur ceux de la liste 1, dont la concentration a été mesurée, au moins une fois depuis le début des travaux, supérieure à la limite fixée par les annexe I et II de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 précité, si elle existe, ou à défaut, au seuil de quantification analytique.	<i>Analyses trimestrielles</i> portant sur les paramètres de la liste 2 ainsi que sur ceux de la liste 1, dont la concentration a été mesurée, au moins une fois depuis le début des travaux, supérieure à la limite fixée par les annexe I et II de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 précité, si elle existe, ou à défaut, au seuil de quantification analytique.
<b>Après l'année qui suivra la fin des travaux</b>	<i>Analyses semestrielles</i> portant sur les paramètres de la liste 2 ainsi que sur ceux de la liste 1, dont la concentration a été mesurée, au moins une fois depuis le début des travaux, supérieure à la limite fixée par les annexe I et II de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 précité, si elle existe, ou à défaut, au seuil de quantification analytique.	<i>Analyses semestrielles</i> portant sur les paramètres de la liste 2 ainsi que sur ceux de la liste 1, dont la concentration a été mesurée, au moins une fois depuis le début des travaux, supérieure à la limite fixée par les annexe I et II de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 précité, si elle existe, ou à défaut, au seuil de quantification analytique.





ANNEXE 2 de l'arrêté préfectoral n°2014283-0011





### ANNEXE 3 de l'arrêté préfectoral n° 2014 283 - 0011

#### Liste 1 :

pH  
conductivité  
température, potentiel d'oxydo-réduction, et oxygène  
Matières en suspension totale (MEST)  
Demande chimique en oxygène (DCO)  
Demande biochimique en oxygène (DBO5)  
Azote global  
Phosphore total  
Indice phénols  
Cr  
Cr VI  
Cd  
Cu  
Mn  
Ni  
Pb  
Hg  
Zn  
As  
Fluor et composés  
CN libres  
Hydrocarbures totaux  
AOX

#### Liste 2 :

pH  
conductivité  
température, potentiel d'oxydo-réduction, et oxygène  
Matières en suspension totale (MEST)  
Demande chimique en oxygène (DCO)  
Demande biochimique en oxygène (DBO5)  
Azote global  
Indice phénols  
Cr  
Cr VI  
Mn  
Ni  
AOX

